

*portant nomenclature et règlement zoo-sanitaire  
des maladies du bétail réputées légalement  
contagieuses à déclaration obligatoire .-*

L'ASSEMBLEE NATIONALE  
a délibéré et adopté ;

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE  
promulgue la loi dont la teneur suit :

## TITRE PREMIER

### NOMENCLATURE DES MALADIES

**Article 1<sup>er</sup> .-** Sont déclarées légalement contagieuses sur l'étendue de la République Unie du Cameroun, les maladies du bétail ci-après désignées :

- la tuberculose pour les espèces bovinas, porcines, aviaires et les animaux familiers ;
- la peste bovine pour toutes les espèces de ruminants ;
- le charbon bactérien des équidés, des ruminants et des porcins ;
- le charbon symptomatique des bovidés ;
- la péripneumonie contagieuse des bovidés ;
- la brucellose chez les bovidés, petits ruminants et porcins ;
- la morve, la lymphangite épizootique chez les équidés et produits de leurs croisements ;
- la rage pour toutes les espèces ;
- la fièvre aphteuse dans toutes les espèces sensibles ;
- la pleuropneumonie de la chèvre ;
- la clavelée chez les petits ruminants ;
- les pneumo-entérites infectieuses porcines ;
- les pestes porcines et les maladies rouges du porc ;
- la peste équine chez les espèces chevaline, asine et produits de croisement de ces espèces ;
- la peste et les pseudo-pestes chez les volailles ;
- la pasteurellose dans les espèces bovine, ovine, caprine, chevaline, caméline ;
- les gales chez toutes les espèces animales ;
- la psittacose et l'ornithose chez toutes les espèces d'oiseaux ;
- la myxomatose des rongeurs.

A la liste ci-dessus arrêtée peuvent être ajoutées par décret toutes autres maladies présentant un caractère dangereux.

## TITRE II

### DISPOSITIONS GENERALES

#### I. DECLARATION DES MALADIES

**Article 2 .-** La déclaration à l'autorité administrative et l'isolement sont obligatoires pour tout animal atteint ou soupçonné d'être atteint d'une maladie réputée légalement contagieuse.

La déclaration à l'autorité administrative est également obligatoire pour tout animal mort dont la carcasse à l'autopsie est porteuse de lésions caractéristiques d'une des maladies citées à l'article premier et lorsque le diagnostic de laboratoire vient confirmer quelque suspicion de maladie légalement contagieuse à l'autopsie.

**Article 3 .-** Tout propriétaire, toute personne ayant, à quelque titre que ce soit, la charge des soins ou la garde d'animaux atteints ou suspects d'une des maladies contagieuses prévues à l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus doit en faire la déclaration à l'autorité administrative et à l'autorité vétérinaire de la localité la plus proche.

Les techniciens du Ministère chargé des services vétérinaires appelés à visiter les animaux atteints de maladies réputées légalement contagieuses sont tenus de faire la déclaration à l'autorité administrative dont ils dépendent ainsi qu'à leur chef hiérarchique.

Ils sont également tenus d'en informer dans les délais les plus brefs leurs collègues territorialement compétents du Ministère chargé de la Santé et de l'Assistance Publiques dans tous les cas de maladies contagieuses communes aux hommes et aux animaux domestiques notamment le charbon bactérien, la rage, la morve, la brucellose, la psittacose, en vue de la recherche et de la mise en place par ce service de dispositions propres à prévenir toute épidémie.

#### II. ISOLEMENT

**Article 4 .-** Les animaux atteints ou suspects d'une maladie réputée légalement contagieuse doivent immédiatement et avant même la déclaration, être gardés isolés des animaux susceptibles de contracter la maladie.

Ils doivent être, selon le cas :

- enfermés dans un local approprié ou parqués dans un enclos chaque fois que cela est possible ;
- mis en stabulation libre en une zone de parcours géographiquement bien délimitée pour permettre leur surveillance aisée. Dans tous les cas, l'abreuvement et les pâturages seront assurés dans les condi-

tions qui empêchent toute propagation directe ou indirecte de la maladie aux animaux sains.

Le troupeau où vivraient les animaux atteints ou suspects ne doit en aucun cas quitter son lieu de rassemblement ou de parcours et doit être maintenu isolé, rigoureusement gardé et soumis à des visites périodiques d'un responsable qualifié des services vétérinaires.

### III. ARRETE D'INFECTION

**Article 5 .-** Dès qu'elle est informée par écrit de l'apparition d'une maladie réputée légalement contagieuse, l'autorité administrative de la région intéressée prend, sur proposition du responsable qualifié du Ministère chargé des services vétérinaires territorialement compétents, les premières mesures destinées à la combattre et en rend compte au Ministre qui prend un arrêté déclaratif d'infection permettant, dans un périmètre donné, l'application de l'ensemble ou d'une partie des mesures suivantes :

- 1) isolement, gardiennage, cantonnement, visite, recensement des animaux dans ce périmètre ;
- 2) désinfection des locaux, parcours et véhicules ayant servi au transport ainsi que tout objet susceptible d'assurer une contamination indirecte des espèces animales sensibles ;
- 3) interdiction temporaire et réglementaire des foires et marchés, du transport et de la circulation du bétail ou des espèces animales sensibles ;
- 4) obligation d'appliquer dans le périmètre infecté les mesures préconisées par les services vétérinaires en particulier : les vaccinations, les traitements préventifs et curatifs, s'il y a lieu. Lorsque les circonstances techniques et économiques l'exigent, l'abattage des animaux malades ou suspects (stamping-out) peut être ordonné ;
- 5) obligation de respecter certaines conditions de commercialisation des denrées et des produits d'origine animale provenant des sujets malades ou suspects, morts ou abattus dans le périmètre déclaré infecté.

### IV - INSPECTION SANITAIRE - IMMUNISATION - TRAITEMENT

**Article 6 .** Sont soumis à l'inspection sanitaire vétérinaire : les pistes, les parcours, les enclos, les locaux ayant été empruntés par les animaux vivants reconnus atteints de maladies réputées légalement contagieuses.

**Article 7.-** Dans tous les cas de maladies réputées légalement contagieuses, les méthodes de traitement et d'immunisation agréées par les services vétérinaires sont les seules autorisées.

Afin de faciliter leurs interventions préventives ou

curatives, ces services peuvent déterminer les points de rassemblement des troupeaux.

Les propriétaires, conducteurs d'animaux ou ceux qui en ont la charge sont tenus de présenter leurs troupeaux en totalité aux dates et lieux fixés pour les interventions.

**Article 8 .-** La vaccination ou le traitement contre les maladies réputées légalement contagieuses est obligatoire sur toute l'étendue de la République Unie du Cameroun.

Les conditions de paiement éventuel de ces interventions vétérinaires sont fixées par décret.

### V. DESINFECTION - DESTRUCTION DES CADAVRES ET DES DECHETS CONTAMINES

**Article 9 .-** La destruction des cadavres et déchets contaminés est obligatoire ; elle se fait soit par procédé chimique, soit par incinération ou par stérilisation à l'autoclave, soit par enfouissement ou par la combinaison de plusieurs méthodes.

Cette destruction, effectuée sous contrôle et suivant les directives des services vétérinaires, incombe au propriétaire ou à la personne ayant la charge des animaux et jugée responsable de l'introduction ou de la propagation de l'infection.

Elle a lieu aux frais du propriétaire ou, à défaut, de la personne qui en a la charge lorsque sa responsabilité aura été établie.

**Article 10 .** La désinfection est effectuée par les soins et aux frais du propriétaire sous le contrôle et suivant les directives des services compétents du Ministère chargé des services vétérinaires.

### VI. COMMERCIALISATION

**Article 11.-** L'exposition, la mise en vente ou la vente d'animaux atteints ou suspects de maladies réputées légalement contagieuses sont interdites, sauf exception fixée par arrêté ministériel.

**Article 12.** La chair des animaux morts naturellement ou des suites de maladie réputée légalement contagieuse ne peut être livrée à la commercialisation pour usages industriels que dans certaines conditions fixées par arrêté ministériel.

**Article 13 .-** Les animaux abattus atteints de maladies réputées légalement contagieuses sont, soit détruits en totalité, soit livrés en partie ou en totalité à la consommation selon les modalités à déterminer par arrêté du Ministre chargé des services vétérinaires.

**Article 14 .-** Dans le cas où la vente pour la boucherie des animaux malades ou contaminés est autorisée, l'abattage doit se faire sur place ou dans un abattoir désigné par les services vétérinaires.

### TITRE III .- MESURES SPECIALES CONCERNANT CERTAINES MALADIES CONTAGIEUSES.

#### I. RAGE

**Article 15 .-** Lorsqu'un cas de rage est constaté dans une localité, le Maire ou le Chef de l'unité administrative renforce les mesures d'interdiction de divagation de tous les chiens et chats de la localité concernée pendant une période de deux mois à compter de la date de la constatation de l'infection. Cette période peut être renouvelée en autant de fois qu'il sera nécessaire si la maladie continue à s'étendre.

Le Ministre chargé des services vétérinaires prend un arrêté déclarant infectée l'aire géographique préalablement délimitée.

Pendant ce temps, la circulation des chiens, chats et singes est rigoureusement interdite sur la voie publique sauf s'ils sont muselés et tenus en laisse.

Les chiens, chats et singes errants sont abattus sans délai. Ceux de ces animaux munis d'un collier portant une marque distinctive sont mis en fourrière, mais abattus dans un délai de trois jours s'ils ne sont pas réclamés par leurs propriétaires.

En cas de récurrence, ils sont abattus sur - le - champ.

**Article 16 .-** Tout animal reconnu atteint de rage est immédiatement abattu. Tout animal mordu ou roulé par un autre animal atteint ou suspect de rage est placé en observation clinique pendant au moins quinze jours, à l'exception :

- 1) des animaux vaccinés préventivement par un procédé agréé par les services vétérinaires sous réserve qu'ils se trouvent encore dans la période de validité de la vaccination. Ces animaux sont maintenus attachés ou enfermés en permanence sous la responsabilité de leurs propriétaires et sous le contrôle des services vétérinaires ;
- 2) des herbivores et porcins qui sont sacrifiés pour la boucherie dans les huit jours suivant la morsure ou qui sont placés sous surveillance d'un responsable des services vétérinaires pendant une période de six mois.

**Article 17 .-** Les chiens, chats, singes et tous les autres animaux vaccinés ou non, qui présenteraient des symptômes morbides de rage doivent, si l'on peut les capturer sans les abattre, être placés en observation pendant une période de 15 jours sous la responsabilité de leur propriétaire et sous la surveillance d'un responsable des services vétérinaires ou, à défaut, du service de la santé à charge pour celui-ci d'en informer les services vétérinaires compétents.

Il est interdit aux propriétaires des animaux visés à

l'alinéa ci-dessus de les abattre ou de s'en séparer pendant la période de surveillance.

Un certificat est délivré par les services vétérinaires à l'issue de la période de mise en observation.

#### II. PESTE BOVINE

**Article 18 .-** Lorsqu'un cas de peste bovine est constaté dans une localité, le Ministre chargé des services vétérinaires prend un arrêté portant déclaration d'infection du territoire concerné après confirmation de la maladie par un laboratoire qualifié.

**Article 19 .-** Les animaux atteints de peste bovine sont abattus sur ordre du Ministre chargé des services vétérinaires.

**Article 20 .-** La chair des animaux abattus conformément aux dispositions de l'article 19 ci-dessus ne peut être commercialisée ou livrée à la consommation que si les sujets contaminés ne présentent pas les signes cliniques apparents de la maladie.

**Article 21 .-** Les localités, locaux, enclos, pâturages où ont séjourné les animaux malades sont déclarés zones interdites et mis en quarantaine pendant la durée de l'épizootie.

**Article 22 .-** Les animaux des espèces bovine, ovine, caprine et porcine des territoires infectés doivent être recensés. Tout nouveau cas de maladie dans la localité déclarée infectée doit être signalé dans les plus brefs délais.

**Article 23 .-** La circulation des animaux visés à l'article précédent est interdite dans toute l'étendue du territoire déclaré infecté. Tout animal des espèces sensibles (bovine, ovine, caprine et porcine) provenant des territoires indemnes ne doit en aucun cas pénétrer dans la zone infectée.

**Article 24 .-** Les troupeaux trouvés sans berger sont capturés et font l'objet de mesures particulières.

Les foires et marchés, concours agricoles, les réunions et rassemblements ayant pour but la mise en vente ou l'exposition des animaux sont interdits.

Les chefs des unités administratives limitrophes du territoire infecté contribueront à assurer l'établissement et le maintien d'un cordon sanitaire destiné à protéger de l'épizootie les animaux de leurs territoires.

Les animaux qui réussissent à sortir des limites d'un territoire infecté sont arrêtés et mis en observation sur place pendant un délai d'un mois.

**Article 25 .-** Il est interdit de laisser sortir du territoire déclaré infecté les objets ou matières pouvant porter les germes de la maladie, notamment les fourrages, pailles,

litières, harnais, couvertures, objets de pansage, peaux, laines et comme tels, susceptibles de véhiculer la maladie.

Litières, fumiers, restes de fourrages sont brûlés et enfouis au même titre que les animaux morts de l'affection.

**Article 26 .-** La déclaration d'infection ne peut être levée que trente jours après la disparition complète de la maladie dans la zone considérée et après l'accomplissement de toutes les prescriptions se rapportant à la désinfection. L'obligation d'immuniser les animaux par vaccination ou tout autre procédé reconnu efficace peut être imposée aux propriétaires de troupeaux contaminés ou considérés comme tels.

### III. PERIPNEUMONIE CONTAGIEUSE BOVINE

**Article 27.-** Lorsqu'un cas de péripneumonie bovine est constaté dans une localité, le Ministre chargé des services vétérinaires prend un arrêté portant déclaration d'infection des locaux, enclos et zone de pacage dans lesquels se trouvent les animaux et déterminant l'étendue de la zone infectée.

**Article 28 .-** Les animaux contaminés ne doivent pas quitter la zone déclarée infectée avant l'arrêté de levée de l'infection.

En cas de stamping-out, l'abattage a lieu dans la localité même, sous la surveillance de l'autorité administrative.

La chair des animaux atteints de péripneumonie peut être livrée à la consommation dans la zone infectée si l'état général des malades est jugé satisfaisant par les services compétents. Les issues et les abats sont incinérés et enfouis ; les peaux peuvent être livrées au commerce après désinfection.

**Article 29 .-** Les animaux atteints de péripneumonie sont isolés du reste du troupeau, marqués au feu sur la joue droite de la lettre P.

Les animaux ainsi marqués sont traités par les services vétérinaires et livrés à la consommation locale dès que leur état de santé s'avère satisfaisant et, en tout cas, dans les soixante jours qui suivent le traitement. En cas de mort ou d'abattage sur place, le propriétaire doit prélever le lambeau de peau portant la marque et pouvoir le présenter à toute réquisition du service de la protection sanitaire animale.

**Article 30 .-** Par dérogation à l'article 29 ci-dessus les animaux traités peuvent être dirigés à l'abattoir public le plus proche dûment désigné. Toutefois, ils doivent, dans ce cas, être accompagnés d'un laissez-passer sanitaire vétérinaire.

**Article 31.-** Dans toute zone déclarée infectée, les animaux sur lesquels la maladie n'aura pas été constatée seront vaccinés.

**Article 32 .-** Pendant la durée de la maladie, l'accès de la zone infectée est interdit aux animaux sains et toutes les foires suspendues pour éviter la propagation de la contagion.

**Article 33 .-** L'arrêté d'infection ne peut être levé qu'à l'expiration d'un délai de trois mois après la mort ou l'abattage du dernier animal malade et après accomplissement de toutes prescriptions relatives à l'immunisation.

### IV. TUBERCULOSE BOVINE

**Article 34 .-** Lorsque la tuberculose bovine est constatée dans une localité soit par signes cliniques, soit par l'épreuve de la tuberculination dont le protocole d'application sera déterminé par décret, le Ministre chargé des services vétérinaires déclare par arrêté l'infection des lieux occupés ou fréquentés par les animaux atteints.

**Article 35 .-** Les animaux présentant des signes cliniques de tuberculose sont immédiatement abattus sur place ou dans l'abattoir public le plus proche. Dans ce cas, ils sont accompagnés d'un laissez-passer sanitaire délivré par les services vétérinaires.

**Article 36 .-** Les animaux contaminés sont soumis à l'épreuve de la tuberculination de contrôle. Cette opération ne peut être effectuée que par un Docteur Vétérinaire ou, à défaut, par un responsable qualifié des services vétérinaires.

A titre provisoire et jusqu'à une date qui sera fixée par arrêté ministériel, aucun délai n'est imposé aux propriétaires pour faire abattre les animaux réagissants, si ceux-ci sont exploités dans les conditions de l'élevage traditionnel excluant tout risque de contact avec les troupeaux d'espèces animales sensibles.

Un délai d'abattage sera par contre imposé pour les animaux réagissants élevés dans les conditions suivantes:

- appartenir à un troupeau régulièrement en contact avec d'autres animaux n'appartenant pas au même propriétaire ;
- appartenir à une unité de production d'exploitation rationnelle.

Les animaux réagissant à la tuberculine et présentant des signes cliniques de tuberculose sont immédiatement abattus dans les conditions prévues à l'article 35 ci-dessus.

Les animaux réagissant sont marqués au feu sur la joue droite de la lettre T.

**Article 37.-** Les viandes provenant d'animaux atteints de tuberculose sont saisies et exclues de la consommation:

- 1) en totalité, si les carcasses présentent l'une des lésions suivantes :

- a) tuberculose miliaire aiguë avec foyers multiples ;
- b) tuberculose caséuse avec foyers de ramollissement volumineux ou étendue à plusieurs organes ;
- c) tuberculose caséuse accompagnée de lésions ganglionnaires à caséification rayonnée ;

2) *en partie*, dans tous les autres cas.

**Article 38 .-** Les propriétaires d'animaux abattus en application de l'article 36 ci-dessus, peuvent prétendre à une indemnisation dans les conditions fixées par décret.

**Article 39 .-** La déclaration d'infection ne peut être levée que si tous les animaux ont été abattus et après désinfection complète des locaux qu'ils occupaient.

#### V. CHARBON BACTÉRIDIE ET CHARBON SYMPTOMATIQUE

**Article 40 .-** Dès qu'un cas de charbon bactériodien ou de charbon symptomatique est constaté dans un troupeau, le Ministre chargé des services vétérinaires prend un arrêté déclarant infecté le territoire de la localité où se trouve le troupeau contaminé et déterminant l'étendue de la zone dans laquelle aucun animal des espèces bovine, ovine et caprine ne devra pénétrer. Dans le cas de charbon symptomatique cette interdiction ne s'applique qu'aux animaux de l'espèce bovine.

**Article 41 .-** Les cadavres d'animaux atteints de charbon bactériodien et symptomatique doivent être brûlés et enfouis, sans être dépouillés, à 1,50 mètre de profondeur.

Il est interdit de hâter, par saignée, la mort des animaux atteints de charbon symptomatique.

La chair de ces animaux ne peut être commercialisée ni livrée à la consommation.

**Article 42 .-** Dans le cas de charbon bactériodien, tous les animaux des espèces bovine, ovine, caprine, chevaline, asine et leurs produits de croisement se trouvant dans le territoire déclaré infecté, doivent être vaccinés dans les plus brefs délais. Toutes viandes fraîches ou boucanées, quelle que soit leur origine, doivent être saisies. Dans le cas de charbon symptomatique, seuls les animaux de l'espèce bovine sont vaccinés ; cette vaccination peut être rendue obligatoire par décision ministérielle.

**Article 43 .-** Un arrêté du Ministre chargé des services vétérinaires doit intervenir pour interdire :

- 1° dans la zone déclarée infectée, le transport à distance des viandes fraîches ou boucanées, quelle que soit leur origine ;
- 2° la fréquentation des pâturages des zones contaminées aux troupeaux non vaccinés originaires des localités indemnes de charbon.

**Article 44 .-** La déclaration d'infection ne peut être levée que 15 jours après la disparition du dernier cas de maladie.

#### VI. MORVE OU FARCIN

**Article 45 .-** Lorsque la morve ou le farcin sont constatés dans une localité, le chef d'unité administrative prescrit l'abattage des animaux atteints, sur proposition du chef de secteur provincial d'élevage.

**Article 46 .-** Les animaux suspects ou contaminés sont soumis à une quarantaine de deux mois et à l'épreuve de la malléation. Ceux qui réagissent à cette épreuve sont abattus.

Si le résultat de la malléation est douteux, les animaux sont maintenus séquestrés pendant une période qui ne peut excéder six semaines pour être soumis à une nouvelle malléation.

**Article 47 .-** Les animaux contaminés ne peuvent être exposés, ni mis en vente, le propriétaire ne peut s'en dessaisir que pour les faire abattre.

**Article 48 .-** La chair des animaux abattus de morve ou de farcin ne peut être commercialisée ni livrée à la consommation.

**Article 49 .-** Les mesures auxquelles sont soumis les animaux contaminés ne peuvent être levées qu'un mois après la dernière malléation et la désinfection des lieux réputés contaminés.

#### VII. LA PESTE ÉQUINE

**Article 50 .-** Lorsqu'un cas de peste équine est signalé dans une localité, le Ministre chargé des services vétérinaires prend un arrêté déclarant infectés les lieux fréquentés par les animaux malades.

**Article 51 .-** Les malades sont isolés et les mesures prophylactiques adéquates mises en œuvre.

**Article 52 .-** L'arrêté d'infection est abrogé trente jours après la disparition de la maladie.

#### VIII. LYMPHANGITE ÉPIZOOTIQUE

**Article 53 .-** Lorsqu'un cas de lymphangite épi-zootique est constaté, le chef d'unité administrative de la localité concernée prescrit, sur proposition du responsable qualifié chargé des services vétérinaires, l'isolement des animaux malades ou suspects.

**Article 54 .-** Lorsque la maladie tend à se généraliser ou prend un caractère incurable, les animaux malades sont abattus après avis d'un Docteur Vétérinaire.

Les harnachements et objets de pansage à l'usage des animaux malades sont désinfectés ou détruits au feu.

Les cases et campements provisoires ayant abrité les animaux malades sont détruits et brûlés.

## IX. BRUCELLOSE

**Article 55 .-** Lorsqu'un cas de brucellose est constaté dans un troupeau, le Ministre chargé des services vétérinaires ordonne une enquête dans un périmètre déterminé en vue de dépister les animaux atteints.

**Article 56 .-** Les animaux atteints de brucellose sont marqués de la lettre B sur la joue droite et ne peuvent être vendus que pour la boucherie. Toute vente en vue de l'élevage est interdite.

Un arrêté du Ministre chargé des services vétérinaires définit les mesures sanitaires et médicales à prendre en vue de combattre la maladie.

**Article 57 .-** La vente et la consommation du lait des animaux des troupeaux dans lesquels la maladie aura été constatée ne sont autorisées qu'après ébullition.

Les cadavres, avortons, fœtus doivent être détruits et enfouis ainsi que le fumier des enclos contaminés.

## X. FIEVRE APHTEUSE

**Article 58 .-** Lorsque la fièvre aphteuse est constatée dans une localité, le Ministre chargé des services vétérinaires prend un arrêté portant déclaration d'infection des lieux occupés par les animaux malades ou contaminés.

Les animaux reconnus malades sont recensés, marqués et isolés. La vente de ces animaux est interdite, sauf pour la boucherie et sous condition spéciale.

## XI. PESTE - SALMONELLOSES - MALADIES ROUGES DU PORC

**Article 59 .-** Lorsqu'un cas de peste, de salmonellose, de pasteurellose ou de rouget du porc est signalé dans une localité, le Ministre chargé des services vétérinaires prend un arrêté déclarant infectés les locaux et les enclos occupés par les animaux malades, suspects ou contaminés. La divagation de ces animaux est interdite.

**Article 60 .-** Dans le cas de peste porcine de type africain, l'arrêté d'infection peut s'étendre sur la zone entourant la localité infectée.

**Article 61 .-** Les porcs atteints de rouget ou de salmonelloses ne peuvent être vendus pour quelque destination que ce soit, y compris la charcuterie ; leur chair ne peut être commercialisée ni vendue pour la consommation.

Les porcs atteints de peste ou de pasteurellose ne peuvent être vendus, sauf pour la charcuterie. Toutefois, leur chair ne peut être livrée à la consommation qu'après autorisation d'un responsable qualifié des services vétérinaires.

**Article 62 .-** L'arrêté d'infection ne peut être levé, sauf pour peste porcine de type africain, que quarante jours après la disparition du dernier cas et après désinfection des locaux et objets infectés.

En cas de vaccination, le délai ci-dessus est ramené à quinze jours après l'opération, sous réserve qu'aucun nouveau cas n'ait été déclaré. Dans tous les cas, la levée des mesures n'intervient qu'après désinfection.

## XII. CLAVELEE

**Article 63 .-** Lorsqu'un cas de clavelée est constaté dans un troupeau, le Ministre chargé des services vétérinaires prescrit l'isolement des malades et éventuellement après avis d'un responsable qualifié de son Département, la vaccination des animaux contaminés.

**Article 64 .-** La vente des animaux contaminés est interdite, sauf pour la boucherie.

**Article 65 .-** Les mesures d'isolement ne peuvent être levées que trente jours après la disparition du dernier cas et après désinfection.

## XIII. LA PASTEURSELLOSE BOVINE, OVINE ET CAPRINE

**Article 66 .-** La vaccination des animaux contaminés peut être ordonnée.

**Article 67 .-** Les mesures d'isolement peuvent être levées quinze jours après disparition du dernier cas.

## XIV. GALES DES RUMINANTS

**Article 68 .-** Lorsque des cas de gale des ruminants sont constatés dans une localité, le Ministre chargé des services vétérinaires prend un arrêté plaçant les troupeaux atteints sous la surveillance des services vétérinaires.

**Article 69 .-** Tout contact doit être évité entre ces animaux malades et les animaux sains. Un traitement curatif est appliqué aux animaux malades.

**Article 70 .-** La levée des mesures de surveillance a lieu après disparition de la maladie et désinfection des locaux et objets infectés.

## XV. PESTE ET PSEUDO-PESTE AVIAIRES

**Article 72 .-** La destruction des cadavres est obligatoire.

**Article 73 .-** Les sujets contaminés ne peuvent être vendus que pour la consommation. Les animaux malades doivent être aussitôt abattus et détruits. Les oeufs des malades ne peuvent être commercialisés.

Un arrêté ministériel détermine les modalités de destruction des cadavres et des oeufs des malades.

**Article 74 .-** Les mesures éventuelles prises ne peuvent être levées que deux mois après la constatation du dernier cas de maladie et après désinfection.

## **XVI.- MYXOMATOSE DES RONGEURS**

**Article 75 .-** Lorsqu'un cas de myxomatose est constaté sur le lapin domestique, le Ministre chargé des services vétérinaires prescrit par arrêté l'abattage et la destruction des cadavres de tous les animaux réceptifs, vivant dans l'établissement.

La vaccination est rendue obligatoire dans le périmètre infecté.

**Article 76 .-** Les mesures prises sont levées un mois après l'abattage du dernier sujet malade si d'autres foyers de maladie ne sont pas apparus et après désinfection des clapiers.

## **XVII.- PSITTACOSE**

**Article 77 .-** Lorsqu'un cas de psittacose ou ornithose est constaté, le Ministre chargé des services vétérinaires prend un arrêté portant déclaration d'infection des locaux et enclos occupés par les oiseaux malades et prescrivant :

- l'isolement et la séquestration des malades ;
- l'interdiction de les vendre ;
- l'obligation de détruire les cadavres par le feu ;
- la désinfection des locaux et cages ayant abrité les malades.

**Article 78 .-** Ces mesures peuvent être levées à l'expiration d'un délai de deux mois à compter de la date de disparition du dernier cas de maladie et après désinfection des lieux.

## **TITRE IV**

### **POLICE SANITAIRE AUX FRONTIÈRES**

#### **1.- Mesures spéciales à l'importation**

**Article 79 .-** Dans l'intérêt de la recherche des maladies réputées légalement contagieuses et dont la nomenclature est fixée à l'article 1 de la présente loi, sont soumis en tout temps à une visite sanitaire vétérinaire à l'importation :

1.- Les animaux vivants :

- équins, asins et produits de leurs croisements ;
- bovins, ovins, caprins, porcins et autres animaux sauvages en captivité ;
- chiens, chats, autres carnivores domestiques ou sauvages apprivoisés ;
- volailles, lapins, autres oiseaux ou rongeurs domestiques ou sauvages apprivoisés.

2.- Les produits frais ou conserves d'origine animale, destinés à l'alimentation humaine ou animale.

3.- Les produits bruts d'origine animale, notamment :

- cuirs, peaux, plumes, laines, poils, soies, organes, destinés à diverses préparations, aux produits opothérapiques, semences animales.

**Article 80 .-** La visite sanitaire est effectuée par un vétérinaire inspecteur ou par tout autre responsable qualifié assermenté des services vétérinaires.

**Article 81 .-** Les espèces des animaux pourvues à l'article 79 ci-dessus présentées à l'importation ne peuvent entrer sur le territoire national qu'accompagnées d'un certificat sanitaire établi par un vétérinaire agréé du pays de provenance et attestant :

- 1.- qu'ils proviennent d'une région non déclarée infectée depuis plus de six semaines d'une des maladies contagieuses qu'ils sont plus susceptibles de contracter. Les animaux des espèces canine et féline doivent en plus, être accompagnés d'un certificat international de vaccination antirabique daté de plus de quinze jours et de moins de six mois ;
- 2.- que les animaux de l'espèce bovine, à l'exception de ceux provenant de pays indemnes de peste bovine depuis plus de deux ans, sont immunisés contre la peste depuis plus de dix jours et moins d'un mois, par un procédé vaccinal en vigueur dans la sous-région économique et géographique comprenant la République Unie du Cameroun.

**Article 82 .-** Est seule autorisée l'importation des reproducteurs (mammifères, oiseaux, oeufs à couver ou semences animales) préalablement agréés par les services vétérinaires en raison des garanties sanitaires présentées.

Les importateurs sont tenus d'informer les services vétérinaires au moins 24 heures à l'avance du jour et de l'heure d'arrivée de ces animaux ou produits animaux et, dans tous les cas, d'obtenir l'autorisation d'importer auprès des services compétents du Ministère chargé des services vétérinaires.

**Article 83 .-** Les animaux reconnus sains sont admis à l'importation. Les animaux des espèces équine, asine et leurs croisements qui présentent les symptômes douteux, sont soumis à l'épreuve de la malléation ou à des tests appropriés. Les animaux reconnus sains après épreuve sont admis à l'importation. Les animaux atteints d'une maladie contagieuse sont, suivant le cas :

- 1.- saisis et immédiatement abattus sur place s'ils sont reconnus atteints de peste bovine, morve, charbon bactérien, charbon symptomatique, rage, clavelée, méliococcie, peste porcine, rouget, salmonellose du porc ; leur chair ne peut être livrée à la consommation ;
- 2.- tués à l'abattoir le plus proche s'ils sont atteints de péripneumonie bovine, tuberculose, fièvre aphteuse ;

3.- mis en quarantaine et soumis éventuellement à un traitement approprié jusqu'à leur guérison, ou refoulés dans tous les autres cas.

**Article 84 .-** Les animaux faisant partie d'un lot au sein duquel la peste bovine a été constatée sont saisis et immédiatement abattus.

La chair des animaux abattus pour avoir été en contact avec les animaux atteints de peste bovine ne peut être livrée à la consommation que sur avis motivé d'un responsable qualifié des services vétérinaires.

Les animaux suspects ou contaminés de fièvre aphteuse, péripneumonie bovine, rage, clavelée, charbon bactérien, charbon symptomatique, peste porcine, maladies rouges du porc et salmonellose du porc sont refoulés après avoir été marqués de la lettre "F" au front, sauf au cas où ceux qui en ont la charge consentent à les faire abattre immédiatement sans indemnisation à l'abattoir le plus proche et dans les conditions prescrites par le responsable des services vétérinaires chargé de la visite.

Les animaux contaminés de morve sont soumis à une quarantaine de deux mois sous la surveillance du responsable des services vétérinaires et dans des conditions d'hébergement acceptables.

**Article 85 .-** Sont mis en quarantaine, aux postes de contrôle d'entrée et aux frais de leur propriétaire, les animaux non accompagnés du certificat sanitaire mentionné à l'article 81 ci-dessus. De plus, les bovins sont immunisés contre la peste bovine aux frais de leurs propriétaires ou de ceux qui en ont la charge.

Les animaux accompagnés du certificat sanitaire prévu à l'article 81 de la présente loi sont maintenus au poste de contrôle d'entrée pendant le temps nécessaire à l'examen de leur état sanitaire. Toutefois, ce temps ne peut en aucun cas excéder trois jours à compter du lendemain de l'arrivée des animaux audit poste de contrôle d'entrée.

**Article 86 .-** La circulation des animaux importés par voie de terre et appartenant aux espèces équine, asine (et leurs croisements), bovine, ovine, caprine, cameline, ne peut s'effectuer que par les routes sanitaires dont l'itinéraire est précisé par arrêté ministériel.

**Article 87 .-** Le Ministre chargé des services vétérinaires peut, par arrêté, fermer, ouvrir provisoirement les routes sanitaires, si les circonstances l'imposent, en particulier si une déclaration de maladie porte sur les régions traversées par les troupeaux importés.

De même, il peut fermer momentanément certains postes de contrôle.

**Article 88 .-** Les animaux empruntant les voies d'évacuation prévues à l'article 86 ci-dessus reçoivent un laissez-passer d'un modèle fixé par arrêté ministériel et délivré par le responsable des services vétérinaires chargé de la visite au poste d'entrée.

Ce laissez-passer est obligatoirement présenté à tous les postes vétérinaires situés sur l'itinéraire suivi aux fins de contrôle de l'état sanitaire des animaux.

**Article 89 .-** La saisie des animaux, des oeufs à couver, des semences animales visés à l'article 82 ci-dessus est prononcée à l'entrée du territoire chaque fois que l'importateur ne peut présenter à leur sujet, tout à la fois :

- une autorisation d'importation des services compétents du Ministère chargé des services vétérinaires ;
- un certificat vétérinaire officiel du lieu d'origine, lequel certificat est visé à l'arrivée par les services vétérinaires après contrôle sanitaire.

Les animaux saisis sont sacrifiés ; s'il y a lieu, leur viande peut être récupérée pour la consommation après avoir satisfait à l'inspection adéquate, les oeufs à couver sont restitués à leurs propriétaires pour être livrés à la consommation après bris de la coquille ; les semences animales sont détruites.

**Article 90 .-** Les viandes et autres denrées alimentaires d'origine animale, reconnues saines, sont seules admises à l'importation.

**Article 91 .-** Les peaux, cuirs, laines, poils, et autres produits bruts d'origine animale, ne peuvent être acceptés à l'importation que sur présentation d'un certificat officiel de salubrité, attestant leur désinfection par un procédé agréé par la Direction des services vétérinaires. Les produits ne répondant pas aux conditions requises ci-dessus sont désinfectés aux frais du propriétaire ou détruits sur place.

## 2) Mesures spéciales à l'exportation

**Article 92 .-** Les animaux des espèces équine, asine (et leurs croisements), bovine, ovine, caprine, tous ruminants, les animaux des espèces porcine, canine, féline, les animaux des espèces aviaires ainsi que les léporidés, destinés à l'exportation, par voie terrestre, aérienne, maritime ou fluviale sont soumis en tout temps à une visite sanitaire vétérinaire et, s'il y a lieu, à une quarantaine dans les conditions fixées à l'article 85 ci-dessus.

**Article 93 .-** Les animaux des espèces citées à l'article précédent présentés à l'exportation, doivent être accompagnés d'un certificat sanitaire analogue à celui prévu à l'article 81 ci-dessus, attestant qu'ils proviennent d'une région non déclarée infectée depuis plus de dix jours et se trouvent dans la période de validité de la vaccination.

En outre, les animaux des espèces canine et féline doivent être accompagnés d'un certificat international de vaccination antirabique attestant qu'ils ont été immunisés à l'aide d'un vaccin agréé par l'Office International des Epizooties.



**Article 94 .-** La visite sanitaire est effectuée par un responsable qualifié des services vétérinaires.

**Article 95 .-** Elle ne peut avoir lieu que de jour. En cas d'exportation par voie aérienne, maritime ou fluviale, l'embarquement des animaux et produits d'origine animale n'est autorisé qu'après présentation au service des Douanes du certificat délivré par le responsable des services vétérinaires chargé de la visite.

**Article 96 .-** Les sanctions de l'inspection sanitaire à l'exportation sont les suivantes :

- 1) les animaux reconnus sains et accompagnés des pièces énumérées à l'article 93 ci-dessus sont agréés à l'exportation. Il leur est délivré un certificat de visite sanitaire ;
- 2) lorsque les animaux sont reconnus malades ou suspects, le certificat est refusé, non seulement pour les malades mais aussi pour les animaux du même lot susceptibles de colporter la maladie reconnue ou suspectée ;
- 3) les animaux présentés à l'exportation par voie terrestre, maritime, fluviale ou aérienne, atteints ou suspects d'une maladie contagieuse ou ayant été exposés à la contagion, sont soumis selon la maladie en cause, aux mesures spéciales applicables à celle-ci.

**Article 97 .-** L'évacuation sur la frontière des animaux des espèces équine, asine (et les produits de leurs croisements), bovine, ovine, caprine, caméline, devant être exportés par voie de terre, ne peut s'effectuer que suivant les dispositions prévues aux articles 86, 88 et 93 ci-dessus.

**Article 98 .-** Les animaux de l'espèce bovine dont l'exportation est autorisée sont marqués au poste de sortie par l'apposition sur le plat de la joue gauche de la lettre "V" à l'aide d'une marque à feu.

**Article 99 .-** Les peaux vertes ou salées, les cuirs et tous autres produits frais des ruminants et des porcs doivent être accompagnés d'un certificat d'origine et de salubrité attestant :

- a - que le territoire d'origine est indemne de peste bovine et de péripneumonie contagieuse depuis au moins trois mois ;
- b - qu'ils ont été désinfectés suivant les procédés techniques définis ou agréés par les services vétérinaires.

Ces certificats sont établis par un responsable qualifié des services vétérinaires du lieu de provenance de ces produits animaux.

**Article 100 .-** Les peaux séchées, poils, laines et autres issues peuvent être exportés sous réserve qu'ils soient accompagnés d'un certificat sanitaire du modèle international, attestant leur état de salubrité.

### 3) Mesures communes à l'importation et à l'exportation

**Article 101 .-** Les importateurs et exportateurs des denrées d'origine animale sont tenus d'aviser les services vétérinaires du lieu chargés de l'inspection sanitaire, 24 heures au moins avant l'arrivée ou l'expédition de ces denrées.

**Article 102 .-** Les tuberculinations, les malléinations, les vaccinations contre la peste bovine sont obligatoires.

La fourniture des produits nécessaires et les frais d'intervention sont à la charge des propriétaires dans les conditions fixées par décret.

**Article 103 .-** Le responsable des services vétérinaires chargé de la visite doit prendre toutes mesures utiles pour prévenir l'infection des quais, chemins, routes et canaux par le passage d'animaux malades ou suspects.

Les frais d'abattage, de dénaturation, d'enfouissement, de transport, de mise en quarantaine ainsi que tous les autres frais auxquels peut donner lieu l'exécution des mesures sanitaires, sont à la charge des propriétaires.

En cas de refus des propriétaires et conducteurs intéressés d'assurer les obligations qui leur incombent de ces différents chefs, il y est pourvu d'office à leurs frais.

Le responsable des services vétérinaires chargé de la visite veille à l'exécution des mesures prescrites et en cas de besoin, peut requérir le concours des autorités de police.

**Article 104 .-** Les modalités de visite aux postes de contrôle à l'entrée ou à la sortie du territoire de la République Unie du Cameroun sont fixées par arrêté ministériel.

**Article 105 .-** Les animaux qui circulent en dehors des voies d'évacuation officielle et ceux qui circulent sans être accompagnés du laissez-passer sanitaire prévu à l'article 88 ci-dessus sont mis en quarantaine aux frais de leurs propriétaires, et cela sans préjudice des poursuites judiciaires.

**Article 106 .-** Si un ou plusieurs animaux des espèces déjà citées contractent des maladies contagieuses au cours d'un déplacement régulièrement autorisé, tout le troupeau doit être immobilisé sur place et les mesures de police sanitaire immédiatement appliquées.

Une zone particulière de cantonnement et de parcours est impartie au troupeau malade après consultation des autorités locales intéressées. Le troupeau ne peut être admis à se déplacer que sur ordre du responsable des services vétérinaires et après application des mesures médicales et sanitaires requises.

4) Animaux franchissant la frontière par voie de terre en vue de la transhumance

**Article 107.** - Le franchissement de la frontière en vue de la transhumance est autorisé, pour les animaux des espèces équine, asine (et leurs croisements), bovine, ovine, caprine et caméline, après satisfaction des conditions de police sanitaire vétérinaire fixées conjointement par la République Unie du Cameroun et les États frontaliers intéressés.

Les modalités de mouvement du bétail à l'intérieur de la République Unies du Cameroun sont fixées par décret.

TITRE V

INFRACTIONS ET PENALITES

A - PROCEDURE

**Article 108.** - Sont habilités à rechercher et à constater les infractions aux dispositions de la présente loi et à celles des décrets et arrêtés pris pour son application :

Le Directeur des Services Vétérinaires  
Le Directeur-Adjoint des Services Vétérinaires  
Les chefs de Services Centraux et leurs Adjoints  
Les Chefs de Secteurs Provinciaux et leurs Adjoints  
Les Directeurs de Station d'Elevage et leurs Adjoints  
Les Chefs de Sous-Secteurs et leurs Adjoints  
Les Chefs de Postes ou de Dispensaires Vétérinaires.

Les personnes énumérées ci-dessus prêtent serment avant leur entrée en fonction.

Leurs procès-verbaux font foi jusqu'à inscription de faux pour les faits matériels qu'ils constatent.

**Article 109.** - Le personnel des services centraux prête serment devant la Cour d'Appel de Yaoundé et leur compétence s'étend sur toute l'étendue de la République Unie du Cameroun.

Les autres agents prêtent serment devant le tribunal de leur résidence ; leur compétence est celle fixée par le décret ou l'arrêté portant création de leur secteur.

La validité du serment expire dès que le personnel en cause est déplacé hors des limites territoriales à l'intérieur desquelles la prestation de serment a eu lieu.

**Article 110.** - Les procès-verbaux sont adressés directement au procureur de la République du lieu de la commission de l'infraction.

**Article 111.** - Les agents non assermentés dénoncent les faits dont ils ont connaissance à leur supérieur hiérarchique après les avoir vérifiés.

**Article 112.** - Le personnel assermenté des services vétérinaires peut procéder à l'arrestation immédiate de tout délinquant pris en flagrant délit.

Il recherche et saisit tous produits exploités, vendus ou circulant en fraude.

Il peut requérir directement la force publique.

B - PENALITES

**Article 113.** - Sans préjudice des saisies, confiscations et destructions prévues dans la présente loi, les auteurs des infractions aux dispositions des articles :

3 alinéa 1 ; 4 ; 7 alinéa 3 ; 8 ; 9 ; 11 ; 12 ; 14 ;  
15 alinéa 3 ; 17 alinéa 2 ; 20 ; 22 alinéa 2 ; 23 ; 24 ;  
25 ; 28 alinéas 1 et 3 ; 29 ; 30 ; 32 ; 36 alinéas 1 et  
4 ; 37 ; 41 ; 42 ; 47 ; 48 ; 51 ; 56 alinéa 1 ; 57 ;  
58 alinéa 2 ; 61 alinéas 1 et 2 ; 62 ; 64 ; 65 ; 70 ;  
73 ; 74 ; 77 ; 78 ; 81 ; 82 ; 84 ; 86 ; 88 ; 91 ; 105 et  
107

sont passibles d'un emprisonnement d'un an au plus et d'une amende de 500.000 francs au plus ou de l'une de ces deux peines seulement.

Est passible d'une amende de 25.000 francs au plus tout contrevenant aux dispositions des décrets et arrêtés pris en application de la présente loi.

**Article 114.** - Sont abrogés la loi n° 68/5/COR du 11 juillet 1968 portant nomenclature et règlement zoo-sanitaire des maladies du bétail réputées légalement contagieuses, le chapitre 54 du volume 7 du Recueil des Lois de la Fédération du NIGERIA et LAGOS de 1958 sur les maladies des animaux ainsi que toutes dispositions antérieures à la présente loi.

**Article 115.** - La présente loi sera enregistrée, publiée selon la procédure d'urgence ainsi qu'au Journal Officiel de la République Unie du Cameroun en français et en anglais, et exécutée comme loi de l'Etat.

Yaoundé, le 16 juillet 1974

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

EL HADJ AHMADOU AHIDJO

**Note :** Outre la réglementation camerounaise en matière zoosanitaire et en inspection sanitaire vétérinaire, notre pays est également soumis à la réglementation de l'Office International des Epizooties (OIE) et à celle de la Communauté Economique du Bétail, de la Viande et des Ressources Halieutiques en UDEAC (CFREVIHHA), organismes dans lesquels le Cameroun est partie prenante (voir accords internationaux). Il est donc important de s'y référer. Aussi, le lecteur trouvera-t-il :

- en annexe à la présente loi, les maladies des listes A et B de l'OIE; les définitions les plus importantes sur le plan zoosanitaire données par l'OIE ;
- en annexe à la loi portant réglementation de l'Inspection sanitaire vétérinaire, la liste des zoonoses et maladies transmissibles communes aux animaux et à l'homme, d'après l'OIE ;
- dans le chapitre sur les accords internationaux, l'accord relatif à l'harmonisation des législations et réglementations zoosanitaires en UDEAC.

## ANNEXE I

### MALADIES DES LISTES A ET B DE L'OFFICE INTERNATIONAL DES EPIZOOTIES

#### DEFINITION DES LISTES A ET B.

##### "Liste A "

désigne la liste des maladies transmissibles qui ont un grand pouvoir de diffusion et une gravité particulière, susceptibles de s'étendre au-delà des frontières nationales, dont les conséquences socio-économiques ou sanitaires sont graves et dont l'incidence sur le commerce international des animaux et des produits d'origine animale est très importante. Les rapports concernant ces maladies sont adressés à l'OIE avec une périodicité conforme aux dispositions des articles 1.2.0.2. et 1.2.0.3. du Code.

##### "Liste B "

désigne la liste des maladies transmissibles qui sont considérées comme importantes du point de vue socio-économique et/ou sanitaire au niveau national et dont les effets sur le commerce international des animaux et des produits d'origine animale ne sont pas négligeables. Ces maladies font généralement l'objet d'un rapport annuel mais dans certains cas, selon la périodicité prévue par les dispositions des articles 1.2.0.2. et 1.2.0.3., elles peuvent faire l'objet de rapports plus fréquents.

#### MALADIES DE LA LISTE A

Fièvre aphteuse  
Stomatite vésiculeuse  
Maladie vésiculeuse du porc  
Peste bovine  
Peste des petits ruminants  
Péripneumonie contagieuse bovine  
Dermatose nodulaire contagieuse  
Fièvre de la Vallée du Rift

Fièvre catarrhale du mouton  
Clavelée et variole caprine  
Peste équine  
Peste porcine africaine  
Peste porcine classique  
Peste aviaire  
Maladie de Newcastle

#### MALADIES DE LA LISTE B

##### Maladies communes à plusieurs espèces

Fièvre charbonneuse  
Maladie d'Aujeszky  
Echinococcose/hydatidose  
Cowdriose (heartwater)  
Leptospirose  
Fièvre Q  
Rage  
Paratuberculose  
Myriase (*Cochliomyia hominivorax*)

##### Maladies des bovins

Anaplasmosse  
Babésiose  
Brucellose bovine (*B. abortus*)  
Campylobactériose génitale bovine  
Tuberculose bovine  
Cysticercose (*C. bovis*)  
Dermatophilose  
Leucose bovine enzootique  
Septicémie hémorragique  
Rhinotrachéite infectieuse bovine (IBR/IPV)  
Theilériose  
Trichomonose  
Trypanosomose  
Coryza gangreneux des bovins  
Encéphalopathie spongiforme bovine

##### Maladies des ovins et des caprins

Brucellose ovine (*B. ovis*)  
Brucellose caprine et ovine (*B. melitensis*)  
Arthrite/encéphalite caprine  
Agalaxie contagieuse  
Pleuropneumonie contagieuse caprine  
Avortement enzootique des brebis  
Adénomatose pulmonaire  
Maladie de Nairobi  
Salmonellose (*S. abortus ovis*)  
Tremblante  
Maedi-Visna

##### Maladies des équidés

Métrite contagieuse équine  
Dourine  
Lymphangite épizootique  
Méningo-encéphalomyélite enzootique des équidés  
Anémie infectieuse des équidés

Grippe équine (virus type A)  
 Piropiasmose équine  
 Rhinopneumonie équine  
 Merve  
 Variole équine  
 Artérite infectieuse des équidés  
 Encéphalite japonaise  
 Gale des équidés  
 Surra  
 Encéphalomyélite équine vénézuélienne

#### Maladies des porcins

Rhinite atrophique du porc  
 Cysticercose (*C. cellulosae*)  
 Brucellose porcine (*B. suis*)  
 Gastro-entérite transmissible du porc  
 Trichinellose  
 Encéphalomyélite à entérovirus  
 Syndrome dysgénésique et respiratoire du porc

#### Maladies des volailles

Bronchite infectieuse aviaire  
 Laryngotrachéite infectieuse aviaire  
 Tuberculose aviaire  
 Hépatite virale du canard  
 Entérite virale du canard (peste du canard)  
 Choléra aviaire  
 Variole aviaire  
 Typhose aviaire (*S. gallinarum*)  
 Bursite infectieuse (maladie du gumboro)  
 Maladie de Marek  
 Mycoplasmoses (*M. gallisepticum*)  
 Psittacose-ornithose  
 Pullorose (*S. pullorum*)

#### Maladies des lagomorphes

Myxomatose  
 Tularémie  
 Maladie hémorragique virale du lapin

#### Maladies des poissons

Septicémie hémorragique virale  
 Virémie printanière de la carpe  
 Nécrose hématopoïétique infectieuse  
 Herpès-virose des salmonidés (Type 2)  
 Rénebactériose (*R. salmoninarum*)  
 Herpès-virose des ictaluridés (Type 1)  
 Nécrose hématopoïétique épizootique  
 Edwardsielliose (*E. ictaluri*)

#### Maladies des mollusques

Bonamiose  
 Haplosporidiose  
 Perkinose  
 Marteilliose  
 Iridoviroses

Mikrocytose (*Mikrocytos mackini*)

#### Maladies des abeilles

Acariose des abeilles  
 Loque américaine  
 Loque européenne  
 Nosémose des abeilles  
 Varroase

#### Divers

Leishmaniose

## ANNEXE 2

### DEFINITIONS TIRÉES DU CODE ZOO-SANITAIRE INTERNATIONAL

#### *"Abattage sanitaire "*

désigne l'opération de prophylaxie zoo-sanitaire effectuée sous l'autorité de l'Administration vétérinaire dès confirmation d'une maladie, consistant à sacrifier tous les animaux, ont pu être exposés au contagion soit directement, soit par l'intermédiaire de tout moyen susceptible d'en assurer la transmission. Tous les animaux sensibles, vaccinés ou non, doivent être abattus et leur carcasse incinérée, ou enfouie, ou détruite par tout autre moyen permettant d'éviter la propagation de la maladie par les carcasses ou les produits des animaux abattus.

Ces mesures doivent être accompagnées de mesures de nettoyage et de désinfection telles que définies dans le code.

Le terme *"abattage sanitaire partiel "* doit être employé dans les informations transmises à l'OIE chaque fois que les mesures zoo-sanitaires ci-dessus indiquées ne sont pas intégralement mises en oeuvre et les différences par rapport à ces mesures devront être décrites de façon détaillée.

#### *"Abattoir "*

désigne un établissement utilisé pour l'abattage des animaux destinés à l'alimentation humaine ou animale et agréé par l'Administration vétérinaire pour l'exportation. Cet abattoir doit satisfaire aux normes internationales en vigueur en matière d'aménagement et de règles d'hygiène vétérinaire.

#### *"Animal "*

désigne tout mammifère (à l'exception des mammifères marins) ou oiseau des espèces domestiques ou sauvages.

#### *"Animal de boucherie "*

désigne tout animal des espèces bovine, bubaline, cameline, caprine, équine, ovine, porcine, ou tout cervidé domestiqué, destiné à être transporté ou conduit dès son arrivée dans le pays importateur, sous le contrôle de l'Autorité vétérinaire responsable, à un abattoir pour y être abattu à bref délai.

#### *"Animal d'élevage ou de rente "*

désigne tout animal des espèces bovine, bubaline, cameline, équine, ovine, porcine ou tout cervidé domestiqué, qui n'est pas destiné à un abattage immédiat.

#### *"Centre de rassemblement "*

désigne un local ou un lieu dans lequel sont rassemblés des animaux d'élevage ou de rente ou des animaux de boucherie provenant de différentes explorations ou de divers marchés et satisfaisant aux conditions suivantes :

a) être placé sous le contrôle d'un vétérinaire officiel ;

b) ne pas être situé dans une zone infectée et être désinfecté avant et après usage ;

c) ne servir qu'à des animaux d'élevage ou de rente, ou à des animaux de boucherie répondant aux conditions prévues par le Code.

#### *"Certificat sanitaire international "*

désigne un certificat établi par un vétérinaire officiel attestant que les viandes ou les produits d'origine animale destinés à l'alimentation humaine sont conformes aux normes internationales en vigueur en matière d'hygiène vétérinaire des denrées alimentaires et/ou de santé animale.

#### *"Certificat zoo-sanitaire international "*

désigne un certificat établi par un vétérinaire officiel du pays exportateur, attestant le bon état de santé du ou des animaux ainsi que des abeilles, et précisant éventuellement les épreuves biologiques auxquelles le ou les animaux ont été soumis et les vaccinations effectuées sur le ou les animaux faisant l'objet du certificat, qui peut être individuel ou collectif selon l'espèce animale considérée ou les conditions particulières de l'expédition: ce terme désigne aussi un certificat attestant pour la semence, les ovules/embryons, les oeufs à couvrir, les couvains d'abeilles, les garanties prises pour éviter la transmission des épizooties.

#### *"Désinfection "*

désigne, après complet nettoyage, l'opération destinée à détruire les agents pathogènes responsables des maladies animales y compris des zoonoses: elle s'applique aux animaux ainsi qu'aux locaux, véhicules et objets divers qui ont pu être souillés directement ou indirectement par les animaux ou les produits d'origine animale.

#### *"Désinsectisation "*

désigne l'opération destinée à détruire les arthropodes susceptibles de provoquer des maladies ou d'être vecteurs de maladies animales, y compris de zoonoses qui peuvent être présents dans les locaux, les véhicules ou les conteneurs.

#### *"Entrepôt frigorifique "*

désigne un établissement utilisant le froid pour la conservation des viandes et des produits d'origine animale destinés à l'alimentation humaine, répondant aux recommandations de l'Institut international du froid en ce qui concerne l'aménagement, l'équipement et le fonctionnement, agréé par l'Administration vétérinaire et placé sous contrôle d'un vétérinaire officiel.

#### *"Etablissement quarantenaire " ou "Station de quarantaine "*

désigne un bâtiment ou un ensemble de bâtiments où les animaux sont maintenus en isolement complet sans contact direct ou indirect avec d'autres animaux, afin d'y être mis en observation pendant une période de

temps plus ou moins longue et d'y subir diverses épreuves de contrôle en vue de permettre au vétérinaire officiel de s'assurer qu'ils ne sont pas atteints de certains maladies.

**"Exploitation "**

désigne un établissement agricole dans lequel des animaux d'élevage, de rente ou de boucherie sont

**"Foyer de maladie "**

désigne toute exploitation agricole, tout élevage ou tous bâtiments où sont présents des animaux, ainsi que les lieux attenants, dans lesquels est apparue l'une des maladies inscrites sur les Listes A ou B de l'OIE.

Dans le cas où cette délimitation n'est pas réalisable, est considérée comme foyer la partie de territoire dans laquelle, compte tenu des conditions locales, on ne peut garantir que les animaux sensibles ou non, n'ont pu avoir un contact direct avec les animaux atteints ou soupçonnés d'être atteints.

Dans le cas particulier de certaines parties de l'Afrique on définit comme foyer un seizième de degré carré dans lequel la maladie s'est manifestée ; il n'y a lieu de mentionner qu'un seul foyer, même si la maladie apparaît en plusieurs points dans le même seizième de degré carré.

**"Hygiène vétérinaire des denrées alimentaires "**

comprend l'ensemble des conditions et des mesures à appliquer lors de la production, de la transformation, du stockage et de la distribution des aliments d'origine animale pour obtenir une denrée saine, salubre et propre à la consommation humaine ou animale.

**"Incidence "**

signifie le nombre de cas ou de foyers nouveaux de maladie dans une population animale déterminée et pendant une période donnée.

**"Lieu de chargement "**

désigne l'endroit où les animaux, la semence, les ovules/embryons, les abeilles, les oeufs à couver, les couvains d'abeilles, les produits d'origine animale, les produits biologiques et les produits pathologiques sont placés dans le véhicule ou remis à l'organisme qui les transportera en pays étranger.

**"Marché "**

désigne un marché répondant aux conditions suivantes:

- a) être placé sous le contrôle d'un vétérinaire officiel ;
- b) ne pas être situé dans une zone infectée et être désinfecté avant et après usage ;
- c) ne servir qu'à des animaux d'élevage ou de rente, ou à des animaux de boucherie, répondant aux conditions prévues par le Code.

**"Observation "**

désigne l'inspection effectuée par l'Autorité vétérinaire pour s'assurer qu'un animal est indemne des maladies visées par le Code; pour sa réalisation il peut être fait appel à un examen clinique, à des épreuves allergiques ou de laboratoire et, d'une manière générale, à tout procédé permettant de révéler l'infection dont l'animal pourrait être atteint.

**"Période d'incubation "**

désigne le délai le plus long entre la pénétration de l'agent pathogène dans l'animal et l'apparition des premiers symptômes de la maladie.

**"Période d'infectiosité "**

désigne le délai le plus long pendant lequel un animal infecté peut être source d'infection.

**"Poste frontière "**

désigne tout aéroport international, tout port, tout poste ferroviaire ou routier ouvert au trafic international.

**"Prévalence "**

signifie le nombre total de cas ou de foyers d'une maladie donnée dans une population animale déterminée au cours d'une période de temps clairement précisée.

**"Produits d'origine animale "**

désigne les viandes, les produits d'origine animale destinés à l'alimentation humaine, à l'alimentation animale, à l'usage pharmaceutique, agricole ou industriel.

**"Produits à base de viande "**

désigne les produits obtenus en faisant subir aux viandes un traitement soit par cuisson soit par la dessiccation, le salage, le saumurage ou le fumage.

**"Produits biologiques "**

désigne :

- a) les réactifs biologiques utilisés pour le diagnostic de certaines maladies ;
- b) les sérums pouvant être utilisés dans la prévention ou le traitement de certaines maladies ;
- c) les vaccins inactivés ou modifiés, pouvant être utilisés dans la vaccination préventive de certaines maladies ;
- d) le matériel génétique microbien.

**"Produits d'origine animale destinés à l'alimentation animale "**

désigne les farines de viande, de foie d'os, de sang, de plume, les cretons et les produits laitiers lorsqu'ils sont destinés à l'alimentation animale.

***"Produits d'origine animale destinés à l'alimentation humaine "***

désigne les viandes, les produits à base de viande, les oeufs, les ovoproduits, le lait et les produits laitiers, le miel.

***"Produits d'origine animale destinés à l'usage industriel "***

désigne les peaux et les cuirs bruts, les fourrures, la laine, les poils, les soies, les plumes, les ongles et les cornes, les os, le sang, les boyaux, les engrais d'origine animale, le guano, ainsi que les produits laitiers lorsqu'ils sont destinés à l'usage industriel.

***"Produits d'origine animale destinés à l'usage pharmaceutique "***

désigne les organes, les glandes, les tissus et les liquides organiques d'animaux destinés à la préparation de produits pharmaceutiques.

***"Produits pathologiques "***

désigne les souches d'agents infectieux ainsi que les prélèvements de matériel infectieux ou parasitaire effectués sur l'animal vivant, d'excréta, de tissus et d'organes effectués sur le cadavre pour être adressés à un laboratoire spécialisé ou de référence, reconnu par l'OIE, l'OMS, l'OAA, etc.

***"Règlementations sanitaires à l'importation et à l'exportation "***

désigne l'ensemble des mesures de contrôle sanitaire des animaux, de la semence, des ovules/embryons, des abeilles, des oeufs à couvrir, des couvains, d'abeilles, des produits d'origine animale, des produits biologiques, des produits pathologiques, appliquées aussi bien à l'entrée qu'à la sortie d'un pays.

***"Rucher "***

désigne l'ensemble de toutes les ruches situées dans une même exploitation entretenant des abeilles.

***"Semence "***

désigne le sperme d'animaux reproducteurs (mammifères et oiseaux) destiné à l'insémination artificielle.

***"Vétérinaire officiel "***

désigne un vétérinaire, fonctionnaire ou commissionné, agréé par l'Administration vétérinaire de son pays.

***"Viandes "***

désigne toutes les parties réputées comestibles d'un animal.

***"Viandes fraîche "***

désigne les viandes qui n'ont été soumises à aucun traitement modifiant de façon irrésistible leurs caractères organoleptiques et physico-chimiques ; au sens du Code, les viandes simplement réfrigérées ou congelées sont des viandes fraîches.

***"Zone indemne "***

d'une des maladies visées par le Code, désigne d'un pays, un territoire nettement délimité dans lequel aucun cas de ladite maladie n'a été signalé pendant la période indiquée pour celle-ci dans le Code et à l'intérieur et aux limites duquel un contrôle vétérinaire officiel est effectivement exercé sur les animaux, les produits d'origine animale, et leur transport.

***"Zone infectée "***

d'une des maladies visées par le Code désigne, à l'intérieur d'un pays, un territoire dans lequel a été constatée ladite maladie et dont l'étendue qui doit être nettement délimitée, est fixée par l'Autorité vétérinaire compte tenu de l'environnement, des différents facteurs écologiques et géographiques de tous les facteurs épizootiologiques et du mode d'élevage rencontrés.

Le territoire en question doit s'étendre sur un rayon d'au moins 10 kilomètres autour du ou des foyers de maladie dans les régions d'élevage intensif, et d'au moins 50 kilomètres dans les régions d'élevage extensif.

A l'intérieur et aux limites de la zone infectée, un contrôle vétérinaire officiel est effectivement exercé sur les animaux, les produits d'origine. La durée de la période pendant laquelle la zone reste infectée est variable selon les maladies et selon les mesures sanitaires et les méthodes de prophylaxie appliquées.